

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIGALNOR

Route du Hoc
76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : 20231207_VI_SIGALNOR_ReexamenEDD
Code AIOT : 0005800338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement SIGALNOR implanté Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'atteinte de l'échéance quinquennale pour le réexamen de l'étude de dangers de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGALNOR
- Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800338
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SIGALNOR exploite un centre emplisseur de GPL sur la commune de Gonfreville l'Orcher, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2005 modifié.

L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut pour son activité de stockage de GPL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Reexamen de l'étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Reexamen quinquennal de l'Etude de Danger	Code de l'environnement du 07/12/2023, article II du R515-98	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Conclusion de la notice de réexamen	Autre du 08/02/2017, article 2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 7.5.6	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contenu de la notice de réexamen	Autre du 08/02/2017, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un retard dans le réexamen quinquennal de l'étude de dangers de l'établissement. Toutefois, la notice formalisant le processus de réexamen a bien désormais été transmise à l'inspection.

L'inspection note que cette notice conclut à la nécessité de réviser et consolider l'étude de danger, mais que l'étude de danger révisée et consolidée n'a pas été transmise avec la notice de réexamen. L'inspection demande donc la transmission de cette EDD révisée sous un délai ne dépassant pas deux mois.

Compte tenu du de la réception tardive de la notice de réexamen et de l'absence de l'étude de danger révisée et consolidée, la visite d'inspection ne permet pas de clôturer l'instruction du réexamen quinquennal de l'EDD de SIGALNOR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Reexamen quinquennal de l'Etude de Danger